

Concernant la demande de Mahmud Abbas à l'ONU
Nous soutenons le peuple palestinien contre Israël et l'impérialisme

Le président de l'ANP (l'Autorité nationale palestinienne), Mahmud Abbas, a présenté aux Nations Unies (l'ONU) la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien (avec les frontières antérieures à la guerre de 1967) et du droit d'occuper un siège permanent dans l'Assemblée générale de cette organisation.

Cette demande a donné lieu à une crise dans l'ONU parce que, suite au refus du gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu de mener ce débat, Barack Obama a annoncé que son pays mettrait son veto au traitement de la demande à l'Assemblée générale, si cette demande obtient les votes nécessaires au Conseil de sécurité. Le Conseil est constitué de 15 membres dont 10 sont en rotation tous les deux ans et 5 sont fixes avec droit de veto (les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie et la Chine). Pour être soumise à l'Assemblée, une proposition doit obtenir 9 voix au sein du Conseil et ne pas faire l'objet d'un veto.

Le contexte actuel

Pourquoi un agent d'Israël et de l'impérialisme comme Abbas crée-t-il une situation dans laquelle il apparaît en opposition à eux, ne fût-ce que sur le terrain diplomatique ? Pourquoi le gouvernement de Netanyahu est-il fermement opposé à ce vote ? Pourquoi l'administration Obama - qui jusqu'à récemment a « flirté » avec le projet de création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 - s'y oppose-t-elle maintenant ? Et finalement, quelle doit être la position des révolutionnaires, concernant la demande d'Abbas ?

Pour répondre à ces questions, nous devons voir deux processus du contexte dans lequel cette demande a lieu. Tout d'abord, il y a la vague révolutionnaire profonde, qui traverse le monde arabe et a obtenu un pied ferme dans le peuple palestinien. C'est ce que disent les manifestations dans les territoires de l'ANP (Gaza et Cisjordanie) et, surtout, des exilés qui vivent dans les pays limitrophes d'Israël et qui, en mai dernier, ont marché vers les frontières israéliennes et les ont « percées », revendiquant ainsi le droit au retour et à la récupération du territoire palestinien historique.

Deuxièmement, l'Etat d'Israël (une enclave impérialiste coloniale et militaire) vit aujourd'hui dans une crise et un isolement sans précédent dans son histoire, suite à la combinaison de sa politique ouvertement raciste et génocidaire contre les Palestiniens, le développement de la révolution arabe, et les contradictions qui commencent à émerger au sein même de la population juive israélienne.

Ses frontières, auparavant sûres grâce à des accords explicites ou implicites avec les gouvernements arabes, sont aujourd'hui menacées par la révolution. En Egypte, le gouvernement de Moubarak (un grand allié) est tombé et actuellement, la junte militaire doit s'accommoder avec une révolution - récemment, des milliers d'Egyptiens exaspérés ont occupé l'ambassade d'Israël - et elle a été contrainte d'ouvrir le passage de Rafah avec la bande de Gaza. En Syrie, la lutte contre le régime d'Assad a mis le feu aux poudres. Et pour ne rien arranger, la Turquie, allié traditionnel d'Israël dans le monde musulman, a rompu les relations diplomatiques à cause de l'attaque israélienne contre la flottille de la liberté transportant de la nourriture et des médicaments à Gaza, une attaque qui a coûté la vie à neuf Turcs.

Pourquoi ces positions ?

A plusieurs reprises, nous avons rapporté que, à partir des Accords d'Oslo et la création de l'ANP, Abbas et les dirigeants du Fatah sont devenus des agents d'Israël et de l'impérialisme au sein du peuple palestinien, et l'expression d'une bourgeoisie palestinienne corrompue. Nous maintenons entièrement cette définition. Cela les a fait perdre tout prestige politique (ce qui s'est déjà manifesté dans la perte de la bande de Gaza au profit du contrôle par le Hamas), et à cela s'est ajouté le déclenchement de la révolution arabe et son expression au sein du peuple palestinien. N'ayant plus rien à offrir, ils ont été menacés ainsi de n'avoir plus aucune marge d'action, avec le risque d'être laissés de côté sur la voie de la lutte contre Israël.

Abbas a donc commencé à essayer de redorer son blason. En mai dernier, il a signé l'« accord de réconciliation » avec le Hamas et il a présenté à l'ONU la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien, contre la volonté d'Israël et de l'impérialisme. La manœuvre a commencé à donner des résultats, au moins en Cisjordanie, quand des milliers de Palestiniens ont célébré cette demande dans la rue et qu'à son retour, Abbas a été reçu avec grand enthousiasme. C'est-à-dire, pour continuer à être l'agent d'Israël et de l'impérialisme, avec un certain poids populaire et sans être balayé par la mobilisation, Abbas avait besoin de faire une manœuvre tactique d'affrontement sur l'arène diplomatique.

Quant au gouvernement de Netanyahu, il sait que dans le futur, il devra peut-être accepter d'ouvrir des négociations pour la création d'un Etat palestinien. Mais il veut reporter cette négociation le plus possible pour y arriver dans les meilleures conditions, après avoir achevé son plan de « judaïsation » de Jérusalem, avoir saisi le plus possible de terres de la Cisjordanie et avoir vaincu le Hamas à Gaza.

Dans le même temps, il ne peut pas accepter ce débat et ces négociations aujourd'hui, car cela représenterait l'éclatement de sa coalition gouvernementale et la rupture de l'alliance avec l'aile la plus à droite de son gouvernement, le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, et son parti, Yisrael Beiteinu, l'expression des immigrants russes qui

occupent les colonies en Cisjordanie.

Pour sa part, l'administration Obama tente de répondre à une situation de rapport de forces mondial et régional défavorable à l'impérialisme, marqué par la défaite en Irak et, éventuellement, en Afghanistan, qui a été exacerbée par la révolution arabe et les mobilisations de peuple palestinien. Il essaye de le faire à travers des pactes et des négociations qui cherchent à défendre les intérêts étasuniens stratégiques.

En Palestine, il essaye de désactiver la « bombe à retardement » mise en marche (ou au moins, de retarder son explosion). Il a donc « flirté » pendant des mois avec la proposition d'ouvrir des négociations pour la création du miniEtat palestinien et il a fait pression sur le gouvernement de Netanyahu pour que celui-ci les accepte et fasse quelques concessions qui les rendent « crédibles » (réduire les colonies en Cisjordanie ou mettre fin au blocus de Gaza).

Le refus obstiné du gouvernement de Netanyahu lui a fermé toute alternative tactique et l'a forcé à soutenir la position de son « allié stratégique » dans la région. Cela augmente l'usure du gouvernement d'Obama qui apparaît clairement comme « la même chose » qu'Israël, sans possibilité de s'offrir comme « médiateur » ou « garant » d'une négociation.

Les « deux Etats »

La proposition d'Abbas a suscité beaucoup de sympathie et d'attente dans le monde arabe, ainsi que parmi le peuple palestinien et tous les sympathisants de sa cause. Il est logique que, malgré son caractère limité, la création d'un miniEtat palestinien soit perçue - après toutes ces années de souffrance et d'absence d'un pays propre - non pas comme une « solution juste et parfaite », mais au moins comme un pas en avant, un point d'appui pour aller de l'avant.

Cependant, il est nécessaire d'affirmer clairement que cette proposition (l'expression de la solution de « deux Etats », un palestinien et un juif) abandonne la revendication historique du peuple palestinien de construire une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste sur tout son territoire historique. La proposition pose que cet Etat ait les frontières d'avant la guerre de 1967 : un territoire composé de la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Cela signifie à peine un tiers du territoire historique. A cet égard :

a) La proposition légitime l'existence d'Israël comme enclave impérialiste, l'usurpation des deux tiers du territoire palestinien et l'expulsion de la plupart de ce peuple de son pays et de ses terres, tout cela sanctionné par l'ONU, avec la création d'Israël en 1948.

b) La proposition créerait un Etat sans viabilité économique et sans aucune souveraineté militaire. Selon la chaîne Al-Jazira, Abbas aurait accepté que le nouvel Etat n'ait pas ses propres forces armées, et même que ses frontières soient gardées par les forces militaires de l'OTAN.

c) La proposition diviserait définitivement le peuple palestinien en trois : ceux qui vivent à l'intérieur des frontières d'Israël, ceux qui vivent dans les territoires du futur Etat, et les cinq millions d'exilés qui perdent leur droit au retour, car ils n'ont aucune chance de récupérer leurs terres volées et le nouvel Etat palestinien ne leur fournira aucune possibilité économique ou de terre pour pouvoir s'y installer.

La création de cet état ne va pas résoudre la situation du peuple palestinien. Par conséquent, la LIT-QI revendique le mot d'ordre de la fondation de l'OLP et affirme qu'il est nécessaire de détruire l'Etat d'Israël, comme condition indispensable pour que la paix règne dans la région, car c'est un Etat génocidaire et une enclave policière des intérêts impérialistes.

Nous affirmons qu'Abbas, le Fatah et l'ANP sont une direction absolument collabo, qui trahit les drapeaux historiques de son peuple. Nous affirmons également que l'ONU est un « repaire de bandits » qui défend l'impérialisme et Israël.

Un droit démocratique

Cependant, même avec toutes les limites de la demande d'Abbas, l'impérialisme étasunien et Israël ne sont pas en mesure aujourd'hui de donner suite à celle-ci et y sont fortement opposés. Ce serait une défaite politique pour eux, que le vote ait lieu à l'ONU.

Nous défendons donc, sans changer un iota de notre position à propos des « deux Etats » ou du caractère de l'ONU, le droit démocratique du peuple palestinien d'exiger ce vote à l'Assemblée générale des Nations Unies et nous soutiendrons toute mobilisation de ce peuple pour cette exigence.

Qu'est-ce que cela signifie, défendre ce droit démocratique ? Voici un exemple. La majorité du peuple basque veut se séparer de l'Etat espagnol et former un Pays basque indépendant. Nous ne sommes pas d'accord avec cette proposition et nous proposons aux travailleurs et au peuple basque de se battre, avec les autres peuples et les travailleurs en Espagne, pour une Fédération de Républiques socialistes ibériques dans laquelle les Basques ont leur autonomie. Toutefois, nous défendons le droit démocratique du peuple basque de se séparer de l'Espagne s'il le veut. Nous le défendons maintenant face au centralisme impérialiste de Madrid et nous le défendrons si un Etat ouvrier est conquis dans la péninsule, tout comme les bolcheviks ont respecté ce droit des Finlandais, après la formation de l'URSS.

Le cas palestinien est différent. Ce n'est pas une nationalité opprimée dans le contexte d'un Etat oppressif plurinational, mais un peuple dont le territoire a été usurpé. Par conséquent, nous revendiquons et nous soutenons son droit de récupérer tout son territoire. Mais l'analogie est valable, en ce sens que, même si nous sommes en désaccord avec la solution de « deux Etats », nous défendons son droit à récupérer ne fût-ce qu'une partie de son territoire. Et, fondamentalement, nous défendons le droit à la reconnaissance de la nation palestinienne pour occuper une place

permanente, même dans ce « repaire de bandits » qu'est l'ONU.

Ceci dit, nous voulons dialoguer avec un secteur de l'avant-garde palestinienne qui a toujours lutté contre Abbas et l'Autorité palestinienne et qui critique durement le Hamas, tout en revendiquant la construction d'un Etat palestinien unique sur tout le territoire historique, avec la destruction d'Israël. Ce secteur s'oppose maintenant, sur la base de ces positions, au vote de l'ONU, et il estime que ce serait une défaite du peuple palestinien et un triomphe d'Israël et de l'impérialisme.

Avec cette avant-garde, nous avons de profondes coïncidences qui se sont manifestées à travers toute la récente lutte du peuple palestinien. Mais nous croyons que cette position est erronée. Dans les conditions actuelles, la réalisation de ce vote ne sera pas une victoire pour Israël et l'impérialisme, mais une défaite politique et diplomatique qui les affaiblirait.

Par conséquent, nous sommes pour la défaite de la position des Etats-Unis et d'Israël de ne pas permettre un vote à l'Assemblée, car cette défaite renforcerait l'esprit de combat du peuple palestinien et des masses arabes et affaiblirait relativement ses ennemis.

Cependant, nous insistons, ce ne sera pas par le vote à l'ONU et ses résolutions que la victoire palestinienne sera obtenue. Cette victoire viendra par la continuité et l'approfondissement des luttes de ce peuple et des masses arabes pour le drapeau de l'ancienne OLP : **la lutte pour la destruction d'Israël et la construction d'un Etat palestinien laïque, démocratique et non raciste, sur tout le territoire historique de la Palestine.**